

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SG/Q1/IND/6**

12 mai 1998

(98-1875)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

### Question additionnelle posée par le CANADA à l'INDE<sup>1</sup>

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 mai 1998.

#### Question

En réponse à la question 3 du Canada, contenue dans le document G/SG/Q1/IND/4, l'Inde indique qu'aucune disposition ne prévoit la possibilité de faire appel des conclusions du Directeur général (sauvegardes). L'Inde pourrait-elle préciser si le droit administratif d'application générale prévoit la révision judiciaire des conclusions du Directeur général (sauvegardes)? Si tel est le cas, l'Inde pourrait-elle préciser quelle est la portée de cette révision judiciaire, et notamment si elle permet le renvoi de la constatation de l'existence d'un dommage grave?

---

<sup>1</sup> G/SG/N/1/IND/2.